



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAINE ET LOIRE

Préfecture  
Direction de la réglementation et des  
collectivités locales  
Bureau des collectivités locales  
Arrêté n° DRCL/BCL/2015/59  
**Création de la commune nouvelle de  
Montrevault-sur-Èvre**

**ARRÊTÉ**  
**le préfet de Maine-et-Loire,**  
**Officier de la Légion d'honneur,**  
**Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2113-1 à L. 2113-20 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral D3- 93 n° 947 du 29 décembre 1993 modifié portant création de la communauté de communes Montrevault Communauté ;

**Vu** la délibération en date du 22 juin 2015 du conseil communautaire de la communauté de communes Montrevault Communauté émettant un avis favorable au projet de création d'une commune nouvelle en lieu et place de toutes ses communes membres ;

**Vu** les délibérations concordantes, en date du 6 juillet 2015, des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes Montrevault Communauté sollicitant la création le 15 décembre 2015 d'une commune nouvelle en lieu et place de toutes les communes membres de la communauté de communes ;

**Considérant** la volonté unanime des conseils municipaux des communes membres de la communauté de communes Montrevault Communauté de former une seule et même commune regroupant toutes les communes de ladite communauté de communes ;

**Considérant** que le projet de création d'une commune nouvelle constituée de toutes les communes membres de la communauté de communes Montrevault Communauté a pour objet la rationalisation de l'action administrative et une meilleure gestion des services publics ;

**Considérant** que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est créée, à compter du 15 décembre 2015, une commune nouvelle constituée de l'ensemble des communes membres de la communauté de communes Montrevault Communauté, à savoir les communes de La Boissière-sur-Evre, Chaudron-en-Mauges, La Chaussaire, Le Fief-Sauvin, Le Fuiet, Montrevault, Le Puiset-Doré, Saint-Pierre-Montlimart, Saint-Quentin-en-Mauges, Saint-Rémy-en-Mauges et La Salle-et-Chapelle-Aubry (canton de Beaupréau, arrondissement de Cholet).

**Article 2** : La commune nouvelle prend le nom de Montrevault-sur-Èvre. Son chef-lieu est fixé au chef-lieu de l'ancienne commune de Montrevault.

.../...

**Article 3** : Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à 15 981 habitants pour la population municipale et à 16 264 habitants pour la population totale (chiffres en vigueur au 1er janvier 2015).

**Article 4** : A compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, la commune nouvelle est administrée par un conseil municipal constitué de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes.

**Article 5** : Sont instituées au sein de la commune nouvelle les communes déléguées de La Boissière-sur-Evre, Chaudron-en-Mauges, La Chaussaire, Le Fief-Sauvin, Le Fuilet, Montrevault, Le Puiset-Doré, Saint-Pierre-Montlimart, Saint-Quentin-en-Mauges, Saint-Rémy-en-Mauges et La Salle-et-Chapelle-Aubry, qui reprennent le nom et les limites territoriales des anciennes communes.

Chaque commune déléguée dispose de plein droit :

- d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ; toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes en fonction au moment de la création de la commune nouvelle, deviennent de droit maire délégué ;

- d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Le conseil municipal de la commune nouvelle peut également décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, la création dans chaque commune déléguée d'un conseil de la commune déléguée, composé du maire délégué et de conseillers communaux dont il fixe le nombre, désignés par le conseil municipal parmi ses membres. Le conseil municipal peut également désigner parmi les conseillers communaux un ou plusieurs adjoints au maire délégué, dans la limite de 30 % du nombre total des conseillers communaux.

**Article 6** : La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par la communauté de communes Montrevault Communauté et par ses communes membres. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle.

Les biens, droits et obligations de la communauté de communes Montrevault Communauté et de ses communes membres sont dévolus à la commune nouvelle dès la création de celle-ci.

**Article 7** : La création de la commune nouvelle emporte suppression de la communauté de communes Montrevault Communauté à compter du 15 décembre 2015.

La commune nouvelle est substituée à la communauté de communes Montrevault Communauté et à ses communes membres dans les établissements publics de coopération intercommunale dont elles étaient membres.

Le syndicat intercommunal de construction de la maison de retraite de Saint-Pierre-Montlimart, dont le périmètre est inclus en totalité dans le périmètre de la commune nouvelle, est dissous de plein droit à compter du 15 décembre 2015.

**Article 8** : Les personnels en fonction dans la communauté de communes Montrevault Communauté et ses communes membres relèvent de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

**Article 9** : Des arrêtés ultérieurs pourront déterminer, en tant que de besoin, les dispositions rendues nécessaires par la création de la commune nouvelle.

**Article 10** : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Cholet, le président de la communauté de communes Montrevault Communauté et les maires des communes membres de ladite communauté de communes sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale dont chacune des communes formant la commune nouvelle est membre, au président du conseil régional des Pays de la Loire, au président du conseil départemental de Maine-et-Loire, au président de la chambre régionale des comptes, à la directrice des archives départementales de Maine-et-Loire, au directeur de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et aux chefs des services départementaux et régionaux de l'État.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et fera l'objet d'une mention au Journal officiel de la République française.

Angers, le 5 octobre 2015

*signé*

François BURDEYRON